



Conseil de sécurité

Distr. générale
14 décembre 2012
Français
Original : anglais

Lettre datée du 3 décembre 2012, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

En ma qualité de Président du Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire tenir mon rapport sur les travaux de la soixante-quatorzième session du Conseil, qui s'est tenue à Genève du 27 au 29 novembre 2012. Le texte intégral des conclusions adoptées par le Conseil est joint à la présente lettre*, mais je tiens à mettre l'accent sur quelques-unes des questions abordées au cours de la session.

À la séance plénière d'ouverture, les délégations koweïtienne et iraquienne ont fait des déclarations, dont le texte est envoyé par courrier avec l'original de la présente lettre. Les gouvernements participant au Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement, à savoir l'Arabie saoudite, la Jordanie et le Koweït, ont pris la parole au titre du Programme concernant les progrès accomplis dans la mise en place des systèmes et contrôles nécessaires en vertu de la décision 269 du Conseil d'administration [S/AC.26/Dec.269 (2011)].

En ce qui concerne la contribution de l'Iraq au Fonds d'indemnisation, le Conseil d'administration a constaté qu'un montant total de 2,4 milliards de dollars avait été versé en deux fois au Koweït depuis sa dernière session et que, compte tenu des sommes versées au Fonds et des dernières prévisions à cet égard, la Commission était en bonne voie pour régler la totalité du solde de 13,6 milliards de dollars dès avril 2015.

Au sujet des consultations entre l'Iraq et le Koweït organisées sous les auspices de la Commission d'indemnisation concernant le solde impayé, le Conseil d'administration a encouragé les deux pays à rechercher une solution qui serait dans l'intérêt des deux pays et demandé au secrétariat de poursuivre ses efforts pour relancer les consultations.

Examinant la question des moyens de s'assurer que les montants requis sont versés au Fonds d'indemnisation, le Conseil d'administration a pris note de l'engagement pris par l'Iraq de s'acquitter de ses obligations et constaté avec satisfaction que 5 % des recettes pétrolières irakiennes avaient continué d'être versées au Fonds d'indemnisation sous la supervision du Comité d'experts

* Ce texte ne figure pas dans le présent document.



financiers pour l'Iraq. Il a également examiné la question du manque à recevoir du Fonds d'indemnisation, qui s'élève à quelque 225 millions de dollars correspondant à des opérations de troc portant sur du pétrole ou des produits pétroliers qui ne sont pas comptabilisées dans les états financiers et aux recettes d'exportation qui sont déposées sur des comptes administrés par l'Iraq Oil Marketing Company et non sur le compte des recettes pétrolières. Au vu du niveau actuel des versements au Fonds d'indemnisation, le Conseil d'administration a estimé que ce manque à recevoir ne retarderait le dernier versement que de trois semaines et n'aurait aucune incidence sur la réalisation des objectifs de paiement. Il a donc décidé qu'il était inutile de prendre de nouvelles mesures pour combler ce manque à recevoir.

S'agissant du Programme de suivi des indemnités allouées pour des projets relatifs à l'environnement, le Conseil d'administration a rappelé qu'au paragraphe 2 de sa décision 269 (2011), il avait demandé aux gouvernements participants d'établir certains systèmes et contrôles d'ici à sa soixante-quatorzième session. Il a également rappelé qu'à sa soixante-treizième session, il avait invité les gouvernements à continuer de s'employer à remplir d'ici à 2012 les conditions définies dans sa décision 269, en consultation avec les experts indépendants et le secrétariat.

Le Conseil d'administration a noté que l'Arabie saoudite avait effectivement mis en place les systèmes et contrôles requis au titre de sa décision 269 et qu'il s'attendait à pouvoir déclarer les objectifs du Programme relatifs à ce pays atteints d'ici à sa prochaine session, sous réserve que l'Arabie saoudite prenne certaines mesures.

Quant à la Jordanie et au Koweït, le Conseil d'administration a noté que, bien qu'ils aient fait des progrès réguliers, ces pays ne remplissaient toujours pas les conditions énoncées dans sa décision 269. Il a relevé certains problèmes qui devaient être réglés et formulé des recommandations sur les mesures devant être prises pour que le Koweït et la Jordanie puissent remplir ces conditions d'ici à sa prochaine session.

Le Conseil d'administration s'est penché sur les garanties devant être fournies au titre du paragraphe 6 de la décision 269 et a constaté que le projet de texte concernant ces garanties avait été approuvé par le coordonnateur de chaque État participant, sous réserve des ajustements qui pourraient être nécessaires au moment de la clôture du programme pour chaque gouvernement. Le Conseil d'administration a accepté la désignation des autorités qui devront lui fournir les garanties nécessaires, dont la version finale devra lui être présentée quand il aura établi que chaque gouvernement a satisfait aux exigences de la décision 269.

Conformément à la décision 258 [S/AC.26/Dec.258 (2005)], le Conseil d'administration a pris acte des exposés présentés par le secrétariat sur les projets en Arabie saoudite, en Jordanie, au Koweït et en République islamique d'Iran, ainsi que des notes d'information du secrétariat et des rapports semestriels des coordonnateurs nationaux et des experts indépendants. Il a formulé des recommandations, approuvé les plans d'échelonnement, autorisé le versement des fonds nécessaires à partir des comptes spéciaux et approuvé des modifications techniques dans le cas des projets du Koweït.

Le Conseil d'administration a approuvé un rapport du Comité des questions administratives, dans lequel ce dernier recommandait que la réserve de fonctionnement de la Commission d'indemnisation soit réduite à une enveloppe de

10 millions de dollars et que l'excédent de 30,8 millions de dollars soit versé au Fonds d'indemnisation afin de contribuer au paiement des indemnités non encore acquittées.

Après le dernier versement effectué le 25 octobre 2012, il reste deux demandes du secteur pétrolier ayant donné lieu à indemnité pour dommages au capital pétrolier du Koweït (puits, oléoducs et matériel connexe) et pour les pertes afférentes (production et ventes). À ce jour, la Commission a versé des indemnités d'un montant d'environ 38,8 milliards de dollars et il lui reste un solde de 13,6 milliards à régler au titre des deux demandes susmentionnées. Le prochain versement doit être effectué le 24 janvier 2013.

Le Conseil d'administration tiendra sa prochaine session du 30 avril au 2 mai 2013.

Le Président du Conseil d'administration
(*Signé*) Hanns Heinrich **Schumacher**
